Shirley Tillotson, ***Give and Take: The Citizen Taxpayer and the Rise of Canadian Democracy.*** Vancouver: Presses de l'Université de la Colombie-Britannique. 2017. vi + 438 pp. Illustrations, annexe, notes, index. Tissu: ISBN 9780774836722 Cdn. 39,95 $, pdf ISBN 97807748346 Cd. 39,95 $, epub ISBN 9780774836753 Cdn. 39,95 $.

Quand les termes «contribuable» et «démocratie» apparaissent dans le titre (ou le sous-titre) d'un livre, le lecteur pourrait s'attendre à une enquête sur l'inégalité des revenus, à la suite de Capital de Piketty au XXIe siècle. pages au Canada). L'émission Give and Take de Shirley Tillotson aborde ce sujet de temps en temps, mais elle s'intéresse à la relation entre la fiscalité et la démocratie en tant que processus, impliquant l'augmentation de l'incidence des impôts (en l'occurrence l'impôt fédéral sur le revenu) et ses effets. sur des idées sur le gouvernement et la citoyenneté.

L'impôt sur le revenu au Canada a été introduit comme une mesure de guerre en 1917, et il a été couplé avec un effort visant à susciter la participation du public dans la campagne d'obligations de prêt Victory. La taxe a dépassé les Canadiens les plus riches, en partie pour promouvoir les ventes d'obligations en promettant des allégements fiscaux futurs ainsi qu'un bon taux d'intérêt - le gouvernement a ensuite renoncé au moins en partie à l'allégement fiscal, mais l'impôt sur le revenu était là . Dans l'entre-deux-guerres, le gouvernement put s'appuyer sur une association publique résiduelle d'impôts avec la propriété et le rôle du citoyen avec un «enjeu dans la société» bien que la période ne fut pas sans révoltes fiscales périodiques, particulièrement pendant la Dépression.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, l'impôt sur le revenu a été étendu aux salariés, et la retenue d'impôt sur les chèques de paye a été accompagnée de campagnes d'obligations gouvernementales et d'un important effort de relations publiques pour défendre les contribuables. À la fin de la guerre, l'accent a été mis sur la nécessité de payer des impôts pour soutenir les programmes sociaux, en commençant par les allocations familiales et les pensions de vieillesse.

Dans la période d'après-guerre, les attitudes du public à l'égard des impôts sont passées d'un devoir de citoyenneté à un fardeau qui doit être accepté mais minimisé; curieusement, le gouvernement a contribué à ce changement en exhortant les gens à s'engager dans la «planification fiscale» pour éviter le «trop-payé» et profiter des avantages des remboursements d'impôt. Le récit culmine avec les efforts de réforme fiscale de la Commission Carter et du livre blanc de Benson à la fin des années 1960-1970, avec l'introduction des taxes sur les gains en capital et l'augmentation des exonérations pour les personnes à faible revenu. ont été satisfaits du résultat.

Cette description du thème principal du livre ne rend pas justice à l'ampleur et la profondeur des détails que le professeur Tillotson apporte à cette histoire, retraçant l'évolution disparate des impôts à tous les niveaux du gouvernement au XXe siècle au

Canada, explorant les interconnexions des impôts et les finances publiques en temps de guerre, l'entrée clandestine des taxes de vente (identifiées comme «taxes de fabrication» jusqu'aux années 1990) dans le mélange, et en tirant une riche mine de matériaux de recherche dans les dossiers fiscaux qui indiquent la variété de points de vue que les contribuables ont le sujet dans leur correspondance avec les collecteurs d'impôts et les décideurs.

Un sous-thème qui émerge dans le livre couvre la croissance de l'influence des chercheurs en sciences sociales, en particulier des économistes, à partir du rapport Rowell-Sirois, de sorte que dans les années 1960, les politiques fiscales étaient conçues pour répondre aux objectifs macroéconomiques. Dans le même temps, l'expansion spectaculaire d'un public payant s'accompagnait d'efforts déployés par les percepteurs pour communiquer leurs objectifs et leurs intentions: pendant la Seconde Guerre mondiale, les bureaucrates du ministre des Finances JL Ilsley ont cherché à répondre en détail aux contribuables. leurs plaintes ou simplement expliquer leurs circonstances assiégées. Lorsque la Commission Carter et le ministre des Finances Edgar Benson, peut-être influencés par la rhétorique des années 1960 sur la «démocratie participative», ont invité des réponses à leurs propositions, ils ont connu un déluge de correspondance, beaucoup critique.

Certains comptes rendus sur le sort de la réforme fiscale à cette époque la décrivent comme un effort sérieux pris en otage par les intérêts des grandes entreprises, ce qui a atténué les propositions d'impôts sur les gains en capital. Le professeur Tillotson présente une vue plus nuancée. Parmi les critiques les plus vigoureux des réformateurs se trouvaient des propriétaires de petites entreprises et des professionnels indépendants qui déploraient l'influence des «élites» qui comprenaient banquiers, grandes entreprises, scientifiques sociaux et bureaucrates gouvernementaux - reflétant une perception «populiste» que les lecteurs observent aujourd'hui. l'expérience américaine, mais qui, comme le note Tillotson, a aussi de profondes racines dans l'histoire canadienne.

L'impôt sur les sociétés, qui a été introduit avant même l'impôt sur le revenu, est un domaine qu'elle n'analyse pas avec autant de détails et qui constituerait un contrepoint intéressant à son insistance sur les contribuables individuels. Des questions telles que les provisions pour dépréciation et épuisement, l'imposition des sociétés étrangères qui pourraient utiliser les prix de transfert interne et les politiques de dividendes pour influer sur leurs obligations fiscales, les plaintes éternelles de «double imposition» imposées aux investisseurs et aux sociétés. D'autres caractéristiques offrent des possibilités de recherche pour les historiens de l'entreprise au Canada.

Graham D. Taylor
Université Trent